

Les organisations du Front commun de l'Oise*

à

Mesdames, messieurs les candidats aux élections législatives

La rentrée scolaire 2012, préparée par le gouvernement précédent, est inacceptable en l'état. Les nombreuses mobilisations dans l'Oise de ces derniers mois, réunissant parents, enseignants et élus contre des fermetures de classes, sont la conséquence directe des suppressions de postes dans l'éducation : 14000 au plan national, 490 en Picardie, plus de 150 dans l'Oise (voir le détail au verso de ce courrier).

Grâce aux mobilisations, des écoles ont pu sauver leur classe comme à Bailly, à Lassigny, à Ressons, à Esquennoy, à Noyon (école A. Fournier en éducation prioritaire)...

Des mobilisations se poursuivent : la carte scolaire n'est pas bouclée dans l'Oise et la Directrice académique rendra des arbitrages début juin. Ce mercredi 16 mai, les secteurs de Villers St Paul, de Creil et de Méru étaient mobilisés avec le soutien des organisations du front commun départemental.

Ces mobilisations montrent la gravité de la situation et la nécessité d'un plan d'urgence dès maintenant pour la rentrée scolaire.

Un premier chiffrage des besoins dans le premier degré s'élève à plus de 150 postes pour l'Oise.

- 70 postes devant classes si on revenait à un effectif moyen par classe de 25 élèves en Éducation Prioritaire et de 28 hors EP,
- 26 postes pour retrouver le niveau de scolarisation des moins de 3 ans de 2007,
- 9 postes d'ESAP en EP (Enseignants en Soutien aux Actions Pédagogiques),
- 50 postes pour avoir des RASED complets (un psychologue, un maître G et un maître E par Rased),

A cette liste, il faudrait ajouter :

- des postes indispensables de remplaçants, tant cette mission a été mise à mal ces dernières années,
- des moyens pour les décharges exceptionnelles de direction dans les écoles situées dans des secteurs qui concentrent les difficultés sociales,
- la réimplantation des postes supprimés de conseillers pédagogiques départementaux des postes ponctionnés au secteur médico-social, aux associations complémentaires de l'école publique...

Pour toutes ces raisons, les organisations fédérées dans le Front commun départemental de défense et de promotion du service public et laïque d'éducation* s'adressent à vous, qui briguez un mandat parlementaire, pour connaître votre position sur cette situation en tant que futur(e) élu(e) de l'Assemblée Nationale où cette question de l'éducation sera rapidement à l'ordre du jour puisqu'une loi d'orientation et de programmation est prévue.

L'Éducation a été au cœur des débats de ces derniers mois. Le Président de la République fait de l'Éducation une priorité.

Notre système éducatif a subi des dégradations en profondeur ces dernières années, qui loin de la nécessaire démocratisation, ont aggravé les inégalités et le nombre de sorties d'élèves sans qualification reste trop important.

L'État a la responsabilité de donner aux futures générations les outils d'émancipation pour faire face aux défis de demain.

Cela nécessite de transformer le fonctionnement du système éducatif. Cela nécessite également de prendre en urgence les mesures indispensables pour assurer une rentrée scolaire 2012 dans de meilleures conditions.

Soyez assurés, madame, Monsieur, de notre attachement aux valeurs du service public et laïque d'éducation.

Contacts pour les organisations du front commun : FSU Oise (06 28 13 29 74)

* Ce front commun regroupe les organisations suivantes : fédérations syndicales de l'éducation (FSU, UNSA, CGT, CFDT...), associations professionnelles (AREN, AFPEN, AME 60...) et DDEN, organisations complémentaires de l'école publique (ligue de l'enseignement Oise ; JPA/CEMEA Oise toutes deux représentant l'ensemble des associations complémentaires présentes dans l'Oise), les parents d'élèves FCPE. Avec le soutien d'Attac Oise.

Dans notre département, plus de 150 postes d'enseignants seront fermés à la rentrée 2012 :

- 83,25 postes supprimés dans les écoles,
- 10,72 postes supprimés en collège,
- 11,16 postes supprimés en lycée général et technologique,
- 46,41 postes supprimés en lycée professionnel,
- 14 postes supprimés dans les services administratifs au niveau académique.

cela se traduit par :

- **Un recul de la scolarisation des moins de 3 ans** (de 19,29% en 2002 à 4,68% en 2011)

- **L'éducation prioritaire mise en difficulté :**

- 9 postes fermés dans les écoles,
- 4,5 postes d'Esap supprimés (Enseignants en Soutien aux Actions Pédagogiques),
- 6 postes de décharges exceptionnelles de direction,
- 4 postes en collèges RRS (réseau réussite scolaire),
- 13 en collèges Eclair,

- **Des tensions hors éducation prioritaire également :**

- 46 postes fermés dans les écoles et 6 dans les collèges,

- **La mises à mal de missions fondamentales:**

- le remplacement (8 postes fermés),
- l'aide aux élèves à besoins spécifiques (24 postes RASED fermés, 8,5 postes en médico éducatif),
- la formation initiale et continue des personnels (2 postes de conseillers pédagogiques départementaux en éducation artistique fermés).